

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 216/02

ÉFAI – 020459 – AMR 19/012/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

BRÉSIL

**Hipãridi Top'tiro (h), dirigeant indigène, et les membres de sa famille
Mariana Ferreira (f), anthropologue
des chercheurs en anthropologie et en ethnologie travaillant dans le territoire
indigène de Sangradouro**

Londres, le 17 juillet 2002

Des menaces de mort ont été adressées à Hipãridi Top'tiro, dirigeant indigène de la réserve de Sangradouro, à Primavera do Leste, dans l'État du Mato Grosso, à sa famille, et à Mariana Ferreira, une anthropologue de l'université du Tennessee qui travaille dans la région. Amnesty International est préoccupée par la sécurité de ces personnes, ainsi que par celles d'autres chercheurs qui collaborent avec Mariana Ferreira.

Hipãridi Top'tiro et Mariana Ferreira œuvrent tous deux pour l'association Xavante Warã à Primavera do Leste. Ils travaillent ensemble sur un projet écologique dénommé *Salve o Cerrado* (Sauver la sierra), mis en œuvre par l'association Xavante Warã en collaboration avec le gouvernement fédéral brésilien et les universités de São Paulo et du Tennessee. On pense que les menaces de mort reçues par ces deux personnes sont liées à leur contribution à ce projet, et l'on craint par conséquent que les autres chercheurs qui y participent ne soient également en danger.

Hipãridi Top'tiro est le président de l'association Xavante Warã et un militant écologiste bien connu. Il fait l'objet de menaces de mort depuis un certain temps, qui sont apparemment liées à la fois à son travail sur le projet *Salve o Cerrado* et à une action en justice qu'il a intentée contre des propriétaires terriens locaux, qui sont accusés d'avoir déboisé en partie une zone indigène. Selon certaines sources, l'administrateur régional de la *Fundação Nacional do Índio* (FUNAI, Fondation nationale de l'Indien) à Primavera do Leste, qui entretient des liens étroits avec des propriétaires terriens de la région, multiplie depuis longtemps les actes d'intimidation et les menaces contre Hipãridi Top'tiro et sa famille. Bien que ces derniers aient informé la direction nationale de la FUNAI de ce comportement à plusieurs reprises, aucune mesure n'a été prise pour y remédier.

Mariana Ferreira travaille comme consultante pour l'association Xavante Warã et se rend régulièrement à Primavera do Leste. En juin, elle y a passé seize jours, pendant lesquels elle a effectué des recherches. L'administrateur régional de la FUNAI a déclaré à Mariana Ferreira et à son équipe à maintes reprises au cours de cette période que Hipãridi Top'tiro et des membres de sa famille étaient en grand danger. Mariana Ferreira a également fait l'objet de ce qui semblait être des menaces de mort voilées, voire des tentatives d'homicide. Alors qu'elle conduisait à Sangradouro, en juin, une voiture a tenté de la faire sortir de la route. Au cours d'un autre incident, l'automobile dans laquelle elle se trouvait a failli percuter un rocher qui avait été délibérément placé sur la route en travers de son chemin.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée par les atteintes aux droits humains dont sont victimes les populations indigènes du Brésil dans le cadre de litiges fonciers, atteintes qui prennent la forme d'agressions diverses pouvant aller jusqu'au massacre. L'organisation estime qu'en n'arbitrant pas rapidement les différends qui opposent les communautés indigènes et non indigènes, les autorités exposent les indiens à des actes de violence.

Alors que la Constitution de 1988 prévoyait que toutes les terres indigènes du Brésil devaient être démarquées avant la fin de l'année 1993, la moitié seulement des 555 territoires indigènes identifiés l'ont été. En janvier 1996, ce processus a été encore ralenti par l'adoption du décret 1775/96, qui a institué des procédures de recours complexes permettant à des requérants non indigènes de contester le statut de terres attribuées aux populations indiennes.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en portugais ou dans votre propre langue) :

- dites-vous vivement préoccupé par la sécurité de Hipãridi Top'tiro, des membres de sa famille, de Mariana Ferreira et des autres chercheurs en anthropologie et en ethnologie qui travaillent dans la réserve indigène de Sangradouro ;
- demandez aux autorités d'enquêter sur les menaces dont ces personnes ont fait l'objet, et de traduire en justice les responsables présumés ;
- appelez les autorités à accorder aux personnes menacées la protection fédérale qu'elles jugent nécessaire pour garantir leur sécurité ;
- déplorez qu'aucune enquête n'ait été ouverte sur les informations concordantes faisant état du comportement menaçant de l'administrateur régional de la *Fundação Nacional do Índio* (FUNAI, Fondation nationale de l'Indien) à Primavera do Leste ;
- exhortez les autorités, si ces informations se révèlent exactes, à prendre toutes les sanctions disciplinaires et juridiques qui s'imposent pour remédier à ce comportement menaçant.

APPELS À :

Secrétaire d'État aux droits humains du Brésil :

Sr. Paulo Sergio Pinheiro
Secretaria de Estado dos Direitos Humanos
Ministério da Justiça
Esplanada dos Ministérios
Bloco T, 4º andar, Sala 420
70064-900, Brasília - D.F., Brésil

Télégrammes : Secretário de Estado dos Direitos Humanos, Brasília - D.F., Brésil

Fax : + 55 61 226 7980

Formule d'appel : *Exmo. Sr. Secretário, /* Monsieur le Secrétaire d'État,

Président de la *Fundação Nacional do Índio* (FUNAI, Fondation nationale de l'Indien) :

Exmo. Sr. Presidente da
Fundação Nacional do Índio - FUNAI
Otacílio Antunes dos Reis Filho
SEPS Quadra 702/902 Projeção A, Ed. Lex
70390-025 Brasília - DF, Brésil

Télégrammes : Presidente da Fundação Nacional do Índio D.F., Brésil

Fax : + 55 61 226 8782 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Me da tom de fox por favor.* »)

Formule d'appel : *Exmo. Sr. Presidente, /* Monsieur le Président,

Procureure de la République dans l'État du Mato Grosso :

Dra Fabiola Dorr Kaloy
Procuradora da República - Mato Grosso
Rua Osório Duque Estrada 107, Ed. Capital - Bairro Araés
78005-720 Cuiabá - MT, Brésil

Télégrammes : Procuradora da República - Mato Grosso, Brésil

Fax : + 55 65 612 5085

Formule d'appel : *Exma. Sra Procuradora, /* Madame la Procureure,

COPIES À :

Gouverneur de l'État du Mato Grosso :

Exmo. Sr. Governador do Mato Grosso
Sr. José Rogerio Salles
Palácio Paiaguás, Centro Político Administrativo
78050-970 Cuiabá - MT, Brésil

Télégrammes : Governador do Mato Grosso, Brésil

Fax : + 55 65 613 4120

Formule d'appel : *Exmo. Sr. Governador, /* Monsieur le Gouverneur,

Organisation de défense des droits des indigènes :

CIMI Regional Mato Grosso
Rua dos Nambikuara, 32
Santa Helena - Caixa Postal 147
78005-970 Cuiabá - MT, Brésil

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 28 AOÛT 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*